

## Centrafrique Un pion sur l'échiquier russe

Depuis le désengagement militaire de la France, occupée au Sahel par l'opération « Barkhane », des instructeurs russes ont débarqué en Centrafrique, où ils multiplient des relations commerciales avec des seigneurs de guerre et polluent le processus de paix amorcé par l'ONU

**L**e coup est venu de Moscou. Paris, accaparé par des dossiers internationaux plus brûlants, ne l'a pas vu venir. Que pèse, en effet, la République centrafricaine (RCA) sur l'échiquier géopolitique d'un monde en mutation, déchiré par des guerres menées sur des champs de bataille économiques autant que militaires ? Sur le continent noir en pleine explosion démographique, la RCA (moins de 5 millions d'habitants) fait figure de poids plume. C'est un nain économique exsangue qui ne parvient pas à faire rimer ses richesses (minérales) potentielles avec autre chose que des promesses non tenues. La Russie s'est engouffrée dans la faille. Brusquement et bruyamment ont ainsi débarqué au début de l'année, à Bangui, des militaires, des sociétés de sécurité, des investisseurs, des diplomates russes... Un concentré de la méthode – brouillonne et sans moyens comparables à la force de frappe chinoise – utilisée à l'échelle de l'Afrique par Moscou, qui ambitionne de réinvestir un continent qu'elle a délaissé depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

L'ancienne colonie française a généré depuis son indépendance en 1960 un nombre étourdissant de conflits internes et meurtriers. La RCA est une centrifugeuse d'insécurité sur un territoire qui échappe à 80 % au contrôle des autorités centrales et qui subit la loi d'une multitude de groupes armés. Les générations de militaires français qui s'y sont succédé l'ont ainsi affublé d'un surnom édifiant : « le pot de pus ».

Après y avoir fait et défait les présidences, chassé le gros gibier et empoché, au temps du président Giscard d'Estaing, quelques poignées de diamants ; après y avoir mené sept interventions militaires depuis l'indépendance, la France s'est éclipsée sur la pointe des pieds en 2016 pour regarder plus au nord, vers le Sahel balayé par le vent mauvais des insurrections djihadistes.

Mais voilà, sur l'échiquier mondial, toutes les pièces ont leur importance, sinon la même valeur. Exemple : début novembre, à l'occasion de la visite du ministre comorien des affaires étrangères, Souef Mohamed El-Amine, son homologue russe, Sergueï Lavrov, accusait la France de « *détenir Mayotte de façon illégi-*

*time* » au détriment des Comores. En remerciement, les Comores ont renoncé à reconnaître l'indépendance de l'ancienne province serbe du Kosovo que Paris avait soutenue.

Pour Moscou, la Centrafrique est un pion dont il peut s'emparer au milieu du continent, et à bon marché qui plus est, pour progresser sur la voie encore incertaine de sa « nouvelle politique africaine ». La Russie a d'abord avancé à terrain découvert dans une brèche ouverte en décembre 2017, à New York. Le Conseil de sécurité des Nations unies, France comprise, accordait à Moscou un droit d'exemption à l'embargo sur la livraison d'armes auquel la Centrafrique est soumise depuis 2013 – au plus fort des violences fratricides entre milices antibalaka et Séléka. L'ONU répondait alors favorablement à une demande maintes fois formulée par Bangui et Paris, dans l'espoir de reconstruire les Forces armées centrafricaines (FACA) déchiquetées par des années de guerres civiles.

### UNE BRÈCHE OUVERTE À L'ONU

La requête était légitime. Surtout après l'élection du nouveau président Faustin-Archange Touadéra, début 2016, à l'issue d'un scrutin à peu près acceptable au regard des critères locaux dans ce pays, qui connut tant de coups d'Etat. Comment, en effet, rétablir la sécurité sur un territoire grand comme la France sans armée ni force de police ? Tout est à reconstruire : les casernes, l'équipement, la formation... et la confiance d'une population qui, à raison, assimile ses militaires à une soldatesque portée sur les pillages, massacres, viols de civils et autres putschs, plutôt qu'à une force de protection.

Peu avant la fin de son mandat présidentiel, François Hollande avait assuré son homologue centrafricain de son soutien à l'ONU pour une levée dérogatoire de l'embargo. Paris avait d'ailleurs proposé ses Famas à la RCA. Trop chers. La France avait alors imaginé céder un lot de kalachnikovs saisi dans le golfe d'Aden. Mais les Russes, en août 2016, bloquent la proposition devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Les vannes onusiennes ont fini par s'ouvrir. Entre le 26 janvier et le 7 février 2018, des avions Iliouchine de l'armée russe effectuent neuf livraisons sur l'aéroport international M'Poko de Bangui. Au total : 1 500 kalachnikovs (sur un total autorisé par l'ONU de 5 300 fusils d'as-

saut), des mitrailleuses, des pistolets, des lance-roquettes et des caisses de munitions. Parallèlement, l'ONU autorisait le déploiement, pour un an, de 175 formateurs russes (170 civils et 5 militaires) afin d'entraîner 1300 hommes des FACA au maniement de ces armes. Quarante-vingt-dix autres doivent encore arriver.

Cette formation militaire est censée compléter celle, plus structurante, assurée par la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM) auprès de 3000 soldats et officiers centrafricains depuis septembre 2016. « On ne voyait pas l'arrivée des Russes d'un mauvais œil, confie une source française. On se disait qu'on ne pouvait pas s'occuper de tout. » « A un moment, cela a arrangé tout le monde, ajoute un diplomate rencontré au siège des Nations unies à New York. Personne n'avait les moyens de restaurer le calme. Même le Conseil de sécurité – qui avait pourtant voté l'envoi de 900 casques bleus supplémentaires – peinait à trouver ces hommes et à les déployer. »

Depuis le retrait de l'opération française « Sangaris » (2013-2016), la France a déserté le champ de l'intervention militaire directe au profit d'actions de coopération multilatérales axées sur le développement. C'était une question de cohérence du discours, dès lors que Paris estimait avoir rempli sa mission de sécurisation du pays et permis le déploiement de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Misca, rebaptisée Minusca). « Nous considérons être entrés dans une phase de normalisation, ajoute cette source. Nous sommes devenus moins visibles. »

« Sangaris » avait été lancée dans un pays à feu et à sang après la chute du président François Bozizé, chassé du pouvoir en mars 2013 par les combattants de la Séléka. Il s'agissait de tuer dans l'œuf les « signes avant-coureurs d'un génocide », redouté par la France et l'ONU. Trois ans plus tard, Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense de l'époque et actuel ministre des affaires étrangères, qualifiait de « succès » cette opération militaire. « Nous avons évité des massacres de masse (...), permis un processus de réconciliation intercommunautaire, la reconstitution de l'Etat centrafricain, une élection présidentielle », déclarait-il devant l'Assemblée nationale.

D'autres raisons, notamment budgétaires et stratégiques, au moment d'alimenter l'opéra-

tion « Barkhane » dans le Sahel, ont conduit à ce retrait. A Paris, certains l'ont jugé précoce. Malgré les déclarations officielles, le pays était morcelé à l'extrême. Il l'est toujours. L'autorité centrale ne s'exerce guère au-delà de Bangui. Derrière le paravent de la protection de leurs communautés ou de leur religion, les groupes rebelles armés, organisés sur des bases ethniques et régionales, se battent pour le contrôle des ressources minières, le racket sur les axes routiers ou les voies de transhumance. « Leurs chefs sont devenus des profiteurs de guerre développant un business florissant par le règne de la terreur », déclare Nathalia Dukhan, auteure d'un rapport publié en novembre par l'organisation non gouvernementale The Sentry.

#### TERRAIN ÉRUPTIF

Sur ce terrain éruptif, les 12000 civils et militaires de la Minusca ont surtout réussi à liguer contre eux les Centrafricains. Trop faible militairement, trop éparpillée pour sécuriser le territoire, la mission a échoué à protéger la population malgré un budget annuel de 1 milliard de dollars (880 millions d'euros) – trois fois le budget de l'Etat, 60 % du PIB national...

Tel un aveu d'impuissance, Parfait Onanga-Anyanga, représentant spécial en RCA du secrétaire général de l'ONU, confie que « dans toute sa laideur, la réalité est celle d'un Etat faible, d'un cadre et d'un contrat social brisé dans un environnement violent ». « La solution n'est pas militaire », ajoute-t-il. Dans l'ambiance feutrée des jardins de la résidence de l'ambassade de France à Bangui, ce Gabonais raffiné en est réduit à brandir la « patience » comme principale arme de stabilisation.

Avec la France occupée dans le Sahel et la Minusca décrédibilisée, les Russes ont mis le pied dans la porte, avant de l'enfoncer d'un coup d'épaule. Pour ce jeu, Valeriy Zakharov semble avoir été taillé sur mesure. Carrure massive, crâne dégarni, barbe de trois jours et regard sombre, il ressemble à ces caricatures de membres de l'ancien KGB. Ce que l'homme a d'ailleurs été au temps de l'URSS : « A Leningrad [Saint-Pétersbourg], il était membre de la 12<sup>e</sup> section [chargée des interceptions téléphoniques], avant de rejoindre les douanes, puis de se lancer dans les affaires », dit une source française.

« ON NE VOYAIT  
PAS L'ARRIVÉE  
DES RUSSES D'UN  
MAUVAIS ŒIL,  
CONFIE UNE SOURCE  
FRANÇAISE.  
ON SE DISAIT QU'ON  
NE POUVAIT  
PAS S'OCCUPER  
DE TOUT »

Rencontré début novembre à Bangui, l'homme est affable. Il s'excuse pour la chaleur étouffante qui règne en cette fin de saison des pluies dans la petite maison hébergeant le cabinet militaire de la présidence centrafricaine, privée de climatisation à cause d'une énième coupure d'électricité. La localisation de son bureau résume à la fois l'importance du personnage et la difficulté à définir le périmètre de sa fonction. Il est situé entre le siège de la présidence et l'ambassade de Russie, dans un immeuble aux allures de HLM décati, hérissé d'antennes et entouré de barbelés. A deux pas du camp de Roux, QG de l'état-major des FACA.

Sans plus de précisions, Valeriy Zakharov dit « [dépendre] du ministère de la défense [russe] », avant de glisser avec un sourire : « Vous savez, à Bangui, il y a de plus en plus de services de renseignement étrangers. Tout le monde est là pour la formation ! » Officiellement, il est depuis quelques mois le conseiller pour la sécurité nationale du président Touadéra. Après l'indépendance, il était coutumier de voir un officier français occuper la fonction. Tel Jean-Claude Manton, lieutenant-colonel et membre de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), qui fut qualifié au gré des interlocuteurs de « vice-roi » ou de « proconsul » de la Centrafrique, durant la présidence de l'ex-général André Kolingba (1981-1993). L'arrivée de Valeriy Zakharov a eu l'effet d'un électrochoc chez les Français. « Nous aurons aussi des conseillers militaires auprès du ministre de la défense », nous annonce le conseiller russe.

Les opérations d'approche de la Russie ont commencé en 2017. En octobre de cette année, à Sotchi, le président Touadéra rencontre Sergueï Lavrov. Depuis son élection, sa cote se dégrade auprès des pays ou organisations internationales présents au chevet de cet Etat fantôme. Le nouvel allié russe, moins regardant sur la gouvernance ou le respect de la feuille de route qui doit mener à la paix, permet de desserrer l'étreinte. Y compris auprès de ses voisins tchadien et congolais, en s'appuyant davantage sur un autre pays frontalier ami de la Russie : le Soudan. « Parallèlement, explique un homme politique centrafricain, [le président] espère avoir accès à des ressources financières nouvelles dans l'optique de sa réélection en 2021. »

Dans la station balnéaire russe des bords de la mer Noire, Faustin-Archange Touadéra tente de convaincre la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, de soutenir, à l'ONU, la levée temporaire de l'embargo sur les armes. La Russie donne son accord. Mieux, elle propose de les fournir. En échange de quoi ? « Nous n'avons jamais connu la teneur exacte de leurs entretiens [à Sotchi], regrette un haut diplomate centrafricain, ni le contenu de l'accord de coopération militaire » qui sera signé en août 2018, à Moscou, par la ministre centrafricaine de la défense.

Ce n'est pas la seule zone d'ombre. Le 23 juillet 2018, le groupe d'experts de l'ONU sur la République centrafricaine adressait une lettre au président du Conseil de sécurité, regrettant un manque de transparence dans la livraison d'armes : « Tous les avions ont atterri à Bangui après la tombée du jour, il n'a donc pas été possible d'inspecter correctement les chargements. » Le panel d'experts recommandait la mise en place d'un protocole d'inspection « dans le but de réduire le risque de détournement des armes importées ». Depuis, les Etats-Unis ont actionné une procédure de suspension de l'autorisation de livraison d'armes, en attendant plus de garanties sur l'origine, le traçage et la destination des équipements.

#### « CUISINIER DE POUTINE »

Les instructeurs russes arrivés en Centrafrique ne se sont pas installés n'importe où, mais au palais de Berengo, construit à une soixantaine de kilomètres de Bangui par le fantasque et ancien empereur Bokassa I<sup>er</sup>, déposé en 1979 par une intervention militaire française. A quelques dizaines de mètres de son tombeau, des tentes sont parfaitement alignées, abritant des FACA entraînées les Russes. Ceux-ci, très voyants au moment de leur arrivée dans les rues de Bangui début 2018, sont devenus très discrets. Ils ne portent plus ces écussons frappés de crânes blancs sur fond noir surmontant deux sabres entrecroisés. La piste d'atterrissage construite par Bokassa a été remise en service à l'abri des regards. Une partie des Russes assurent dorénavant la sécurité personnelle du président, aux côtés de Rwandais de la Minusca.

Qui sont ces instructeurs ? Combien sont-ils ? Un millier, comme on le dit dans certaines

**« À BANGUI,  
IL Y A DE PLUS EN  
PLUS DE SERVICES  
DE RENSEIGNEMENT  
ÉTRANGERS. TOUT  
LE MONDE EST  
LÀ POUR  
LA FORMATION ! »**

**VALERIY ZAKHAROV**  
conseiller pour la sécurité  
nationale du président  
Faustin-Archange  
Touadéra

ambassades de Bangui ? Une chose est sûre, ils ne font pas que de la formation. Ils donnent également dans le business. Un homme résume cette confusion des genres. Il s'appelle Evgueni Prigojine. Ce personnage sulfureux aurait passé neuf ans dans une prison russe

pour appartenance à un gang mafieux du temps de l'URSS. Libre, il s'est lancé dans la restauration à Saint-Petersbourg, où il a ouvert un restaurant chic, le New Island, que fréquente Vladimir Poutine depuis l'époque où il était le bras droit d'Anatoli Soltchak, le maire de la ville, au début des années 1990. Evgueni Prigojine y gagne un surnom : le « cuisinier de Poutine ».

Il a ensuite monté son entreprise de restauration collective, Concord, qui a nourri l'armée russe jusqu'à l'automne 2013. Plus récemment, son nom est apparu au grand jour, outre-Atlantique. Propriétaire ou financier d'« usines à trolls » – dont la plus connue est Internet Research Agency –, il a été inculpé en février 2018 dans le cadre de l'enquête sur l'ingérence russe dans l'élection de Donald Trump en 2016. Cette année-là, on découvrait qu'il était à la tête d'une société de sécurité privée, Wagner, opérant hors de Russie (Ukraine, Syrie, Afrique).

### TROIS JOURNALISTES RUSSES ASSASSINÉS

L'ombre de Prigojine plane aujourd'hui sur la Centrafrique. La société de sécurité Sewa Security Services, créée il y a quelques mois à Bangui, serait une filiale de Wagner. L'homme serait aussi derrière la société Lobaye Invest, qui a obtenu des permis d'exploration minière dans les zones diamantifères du pays où des employés de Sewa protègent les périmètres attribués. C'est en enquêtant sur ces activités que trois journalistes russes ont été assassinés – exécutés, plutôt – par des inconnus au mois de juillet en Centrafrique.

« Il y a une confusion entre la sécurité des prospections et les formateurs. On ne peut pas ignorer que le déploiement des formateurs russes en Centrafrique correspond aux zones minières. Ce ne peut pas être un hasard », s'inquiète un diplomate occidental. De telles pratiques n'ont rien d'extraordinaire. Avant la Russie, les Sud-Africains n'avaient pas agi autrement durant les dernières années de la présidence de François Bozizé (2002-2013), usant de la même rhétorique de résistance au néocolonialisme. Et ils s'étaient cassés les dents. Jamais ils n'étaient parvenus à exploiter de façon intensive les ressources d'or et de diamants dont la nature aluviale n'est pas adap-

tée à l'utilisation de moyens industriels. Quant au pétrole, à l'uranium, au cuivre ou aux terres rares, un rapport du ministère des mines reconnaît que « le sous-sol centrafricain n'a pas encore fait l'objet de recherche sérieuse ». « Cependant, la Centrafrique n'est pas loin de la République démocratique du Congo et du Soudan, dont les sous-sols sont bien plus riches », note un haut fonctionnaire de l'ONU.

Ce qui est certain, c'est que l'ambition économique russe pollue le processus de discussions de paix entre groupes armés rebelles et le gouvernement centrafricain, mené, non sans mal ni grande inertie, par un panel de l'Union africaine soutenu par l'ONU. Alors Paris et d'autres capitales grincent des dents... Fin août, à Khartoum, la Russie a encore montré « son pouvoir de nuisance », selon les termes d'un diplomate onusien, en réunissant les chefs des principaux groupes armés. « Ils ont amené au Soudan des personnes frappées de sanctions par l'ONU et interdites de voyage, sans en informer les Nations unies, déplore un diplomate français. Le panel de l'UA n'était pas non plus au courant de cette réunion. » Cette réunion s'est conclue par la signature d'une « déclaration d'entente », dans laquelle les groupes armés s'engagent notamment à mettre un terme aux violences contre les civils centrafricains. Promesse non tenue.

A Bangui, deux des participants centrafricains nous ont affirmé – chacun de leur côté – que le « cuisinier de Poutine », venu de Moscou à bord de son jet privé, assistait à cette réunion. A quel titre ? Mandaté par le Kremlin ? Pour son propre compte ? Sans doute les deux, avance un observateur averti : « C'est à l'image des corsaires qui, à leur époque, disposaient de lettres de marque remises par le souverain. Ils remplissent un rôle dans le domaine de la sécurité, en échange de quoi ils sont autorisés à se nourrir sur la bête. » Valeriy Zakharov jure que la réunion de Khartoum n'avait d'autre but que la recherche d'une solution pour la paix, « pas en complément, mais comme un stimulant au processus de l'Union africaine ».

Le problème est que les partenaires d'affaires potentiels des Russes ne sont autres que ces seigneurs de guerre sans la protection desquels il est illusoire de vouloir poser durablement un pied dans les zones qu'ils

contrôlent. « *Les ex-Séléka et les groupes anti-balaka sont les uns et les autres très impliqués dans la prédation, hautement lucrative, des ressources minérales (...) moteur principal de l'armement et des conflits en RCA* », note un rapport publié conjointement le 18 septembre par deux instituts de recherche indépendants, l'International Peace Information Service et le Danish Institute for International Studies.

Pour l'or et le diamant, dans le centre et le nord de la RCA, les Russes comptent sur Abdoulaye Hissène, ancien ministre, homme d'affaires et l'un des chefs du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC, coalition regroupant des ex-Séléka). Frappé par l'ONU d'une mesure de gel de ses avoirs, il aurait, selon un enquêteur des droits de l'homme, « *le profil idéal de futur inculpé pour crimes de guerre* ». Idem pour Ali Darassa. A ce dernier, chef de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) et défenseur autoproclamé des éleveurs peuls, les Russes font miroiter la construction d'un abattoir et d'une usine de transformation de la viande à Bambari (centre). Ils ont aussi pris langue avec Maxime Mokom, qui aurait la haute main sur la mine d'or de Ndassima. En 2017, une centaine de personnes sont mortes dans des affrontements entre groupes armés pour le contrôle de ce site.

Ces trois hommes étaient à Khartoum en août 2018. « *Moins que des discussions de paix, c'est du partage du gâteau centrafricain qu'il a été question. Tout le monde sait que les Russes leur ont donné, à chacun, 50 000 dollars pour se déplacer au Soudan* », dénonce l'ancien président de l'Assemblée nationale, Abdou Karim Meckassoua. Il s'inquiète de « *cette tentative de respectabilisation des seigneurs de guerre* » et de l'utilisation, par les chefs de groupes, d'éventuels bénéfices financiers pour acheter des armes. Lui se dit victime des Russes. Il voit la main de Moscou derrière sa destitution du perchoir en octobre : « *Parce qu'on m'a collé la réputation d'être l'homme des Français, et parce que je demandais davantage de transparence dans l'attribution des permis miniers aux Russes.* »

La France se montre aussi troublée par la concomitance de l'arrivée des Russes à Bangui et des campagnes de presse contre le « *néocolonialisme français* ». Valeriy Zakharov dément avoir inspiré – monnayé? – les ar-

cles de la presse centrafricaine. Il préfère vanter ses dernières initiatives, bien inoffensives : l'organisation d'un tournoi de football, le financement d'une radio locale et un concours de Miss Centrafrique. « *C'est de la com, s'emporte un Français de Bangui. Leur aide directe est négligeable, mais [les Russes] prennent plaisir à nous emmerder.* »

#### CONTRE-ATTAQUE FRANÇAISE

Paris a réagi. Début novembre, Jean-Yves Le Drian était à Bangui. « *Ça va être sportif* », glissait son entourage avant la rencontre avec le président Touadéra. Si le ministre français des affaires étrangères a annoncé plusieurs projets d'aide et de développement, il a aussi profité de son tête-à-tête pour tenter de ramener le président centrafricain à la raison. « *Qui était là au plus fort de la crise ? La France, les Etats-Unis, l'ONU ou la Russie ?* », demande un diplomate français.

Selon lui, la contre-attaque française se joue également à New York, afin « *de reprendre la main sur le pays, contrer l'influence de Moscou et remettre tout le monde sur le droit chemin* ». Les « P3 » (France, Etats-Unis, Royaume-Uni) se sont mis d'accord pour refuser toute nouvelle demande d'exemption sur les armes. En juin et août, les Chinois avaient été déboutés. Idem pour les Russes. Quant à la France, elle a finalement pu livrer, le 10 décembre, 1400 fusils-mitrailleurs provenant du lot saisi au large du Yémen.

Parallèlement, en cette fin d'année, Paris a mené les discussions entourant le renouvellement du mandat de la Minusca, pour tenter d'isoler la Russie. « *Il est fondamental d'éviter les initiatives parallèles, sources de confusion, et de veiller à la bonne coordination de tous les partenaires de la RCA, en soutien de l'initiative africaine. C'est une condition du succès* », a martelé l'ambassadeur français à l'ONU, François Delattre. A la manœuvre pour rédiger le nouveau mandat qui a été voté le 13 décembre, la France a donné plus de poids politique à l'ONU dans les médiations de paix et s'opposer à toute référence à la réunion de Khartoum. Message reçu par la Russie, qui a dénoncé la « *jalousie* » des Français qui gèrent la Centrafrique comme leur « *pré carré* » et assuré qu'elle « *poursuiv[ait] ses activités dans le pays* ». ■

**CHRISTOPHE CHÂTELOT (BANGUI, ENVOYÉ SPÉCIAL), AVEC ISABELLE MANDRAUD (À MOSCOU) ET MARIE BOURREAU (À L'ONU)**



Arnaud Kalika  
« En Afrique,  
la Russie  
sème des  
petits cailloux  
et attend  
de voir ce que  
ça donne »

« **March 8, International**

**Women's Day** » (carte postale soviétique de V.V. Slatinsky, 1962, extraite de la Wayland Rudd Collection de Yevgeniy Fiks).

YEVGENIY FIKS

**Yevgeniy Fiks**

Artiste, collectionneur et commissaire d'exposition, Yevgeniy Fiks est né à Moscou en 1972 et vit à New York depuis 1994. Son travail s'inspire de la chute de l'URSS et de ses conséquences. « *Je m'intéresse aux récits censurés qui mettent en évidence les relations complexes entre les histoires sociétales de l'Occident et de la Russie au XX<sup>e</sup> siècle* », dit-il. Dans sa série « *Communist Party USA* » (2007), il a brossé les portraits de citoyens américains communistes pour soulever la question de la représentation du communisme occidental actuel. La carte postale ci-dessus, datant de la propagande soviétique, glorifie le combat des Africains contre leurs colonisateurs.

Les œuvres de Yevgeniy Fiks (peintures, photos, collages, gravures...) ont été présentées dans de nombreuses expositions aux Etats-Unis et dans le monde. L'une des plus récentes, à New York, fin 2017, s'intitulait « *La Révolution russe : un patrimoine contesté* ».

## Les sanctions occidentales jouent un rôle important dans le choix de Moscou de se tourner vers l'Afrique. Surtout si cela permet, en plus, de desservir les Occidentaux, estime ce spécialiste de la Russie

### ENTRETIEN

**A**rnaud Kalika est directeur de la sûreté de Meridiam, une société spécialisée dans le financement et la gestion d'infrastructures publiques. Ancien analyste à la direction du renseignement militaire, il intervient auprès de différents think tanks internationaux sur la Russie et la géostratégie et dirige le séminaire en criminologie dans le monde post-soviétique au CNAM. Il est l'auteur de *L'Empire aliéné. Le système du pouvoir russe* (CNRS Editions, 2008) et de l'article « Brouillard machichéen de la relation franco-russe » dans *La Revue des deux mondes* (septembre 2015).

#### Peut-on parler d'un retour de la Russie en Afrique ?

La Russie est de retour, mais elle part de très loin. A la chute de l'URSS [en 1990], l'Afrique a disparu de ses priorités stratégiques. Les intérêts russes ont plié bagage ; le complexe militaro-industriel a continué à fonctionner, mais une dizaine d'ambassades et de centres culturels ont fermé, ainsi que des délégations commerciales et des antennes du KGB.

Les grands textes définissant la politique extérieure de la Russie évoquent l'Afrique au minimum, et d'abord dans le cadre de la coopération avec les entités régionales telles que l'Union africaine ou la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Rien n'est dit concernant les relations bilatérales. En termes de priorités, l'Afrique est encore reléguée loin derrière d'autres aires géographiques comme le Moyen-Orient, l'Europe ou l'Asie. Par ailleurs, elle a toujours été perçue en Russie selon une vision hégélienne, raciale, avec une « Afrique utile » englobant le Maghreb-Machrek – l'Algérie en premier lieu –, et l'Afrique subsaharienne, encore appelée « Afrique noire ». A partir de 2013-2014, la crise ukrainienne a eu un effet accélérateur,

Moscou cherchant des voies alternatives pour exister dans des zones qu'elle avait délaissées.

#### Avec quelles intentions ?

L'objectif premier est économique. Les Russes n'ont plus rien en Afrique : les échanges avec l'ensemble de l'Afrique subsaharienne tournent aux alentours de 5 milliards de dollars [4,4 milliards d'euros], 18 milliards si l'on ajoute l'Algérie. C'est très faible. La Chine, la Turquie, l'Europe, les Etats-Unis, le Brésil sont loin devant. Les secteurs prioritaires sont minier, pétrolier et nucléaire. Rosatom [l'entreprise publique du nucléaire] a une vraie politique d'implantation, avec le développement de minicentrales. La Russie tente surtout de vendre des contrats-cadres aux pays partenaires, avec des avantages tels que des formations de personnels à Moscou ou la création d'écoles, en échange de positions privilégiées sur les marchés.

Le besoin est réel car, avec les sanctions, commencent à se poser des problèmes de débouchés. L'Afrique est une zone intéressante pour investir, mais aussi pour importer. Cela va des minerais – la Russie ne dispose pas de ressources éternelles – à l'alimentation ou aux terres rares. Cette vision a été présentée par le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de sa tournée africaine au printemps.

#### Comment s'y prend-elle la Russie et quel est son message aux Africains ?

Dans le secteur économique, le schéma est similaire à celui qui existe en Russie : l'industrie d'armement joue un rôle moteur grâce aux réseaux commerciaux qui en sont issus. Les représentants des « structures de force » jouent aux attachés commerciaux. Parfois sans succès : en Ethiopie, par exemple, en dépit d'une importante coopération militaire, les Russes n'ont pas eu les gains économiques qu'ils escomptaient.

Cette approche n'est pas dénuée d'intentions politiques. Mikhaïl Bogdanov, le conseiller spécial russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique, parle ainsi beaucoup plus de politique que ses prédécesseurs. Moscou s'adresse aux Africains en utilisant des arguments historiques qui veulent renvoyer les Occidentaux à leur passé d'anciens colonisateurs et qui rappellent le soutien de l'URSS à la décolonisation. Le précédent des « printemps arabes », notamment le cas libyen, sert aussi de mise en garde contre les Occidentaux.

Lors de sa tournée en juin, le directeur du Conseil national de sécurité Nikolai Patrou-

chev a proposé des ensembles de mesures : un engagement dans la lutte antiterroriste, une protection contre les mouvements subversifs et contre le risque de révolutions de velours. Cela intéresse plusieurs Etats africains. La Russie a aussi tenté de se placer dans le dossier sahélien, avec plusieurs approches en direction de la France, en expliquant qu'elle avait des réseaux parmi les Touareg.

Enfin, le retour russe a été préparé en amont dans le domaine académique. Depuis quatre ans, ont fleuri des publications sur le terrorisme, l'histoire, la culture, les ethnies africaines, avec des financements des ministères des affaires étrangères et de la défense.

#### Washington a annoncé une réduction de ses effectifs militaires en Afrique. La Russie pourrait-elle en profiter ?

Les Russes suivent cette évolution. Sachant que tous les programmes américains, y compris d'aide économique, sont en diminution, ils se disent : pourquoi ne pas prendre leur place ? En réalité, Moscou n'en a pas les moyens, mais cela ne l'empêche pas de communiquer à ce sujet. Ses discours de puissance sont impressionnants, mais personne n'en voit la réalité. Ils permettent d'exister sur la scène internationale, quitte à apparaître comme une menace. C'est mieux que d'être déclassé, et cela donne l'impression d'une effervescence permanente, que les Russes sont partout.

#### Et en Centrafrique ? Le retrait de la France n'a-t-il pas facilité l'implantation de la Russie, lui permettant en outre de générer une puissance rivale ?

Derrière le narratif russe, il y a toujours une part d'opportunisme consistant à utiliser toutes les ouvertures possibles. Ce fut le cas pour la Syrie, ce pourrait être le cas demain dans les Balkans. En Centrafrique, l'idée n'est pas de prendre la place des Français. Il s'agit là encore de saisir une opportunité, avec une nuance cependant : la République centrafricaine peut se révéler très utile aux élites russes proches du pouvoir. On le voit avec la place que prennent dans ce pays les sociétés militaires privées. Celles-ci ont toujours été présentes en Afrique, mais leurs missions et leurs buts ont changé. Sécuriser la présidence, sécuriser des routes, investir dans l'extraction minière... Cela peut être utilisé pour sortir de l'argent de Russie, voire le blanchir. Le contexte des sanctions, en coupant de nombreux circuits traditionnels, joue aussi un rôle. Si cela permet en plus de glisser une peau de banane sous le pied des Occidentaux, de pénétrer leur pré carré en les renvoyant à leur passé colonial, c'est toujours bon à prendre. Mais la question première reste celle des débouchés qui se sont taris.

#### En mars, M. Lavrov effectuait une tournée en Angola, en Namibie, au Zimbabwe, au Mozambique et en Ethiopie – des pays qui avaient des liens forts avec l'URSS. Cette proximité idéologique joue-t-elle encore un rôle ?

Je ne crois pas. La Russie s'y sent bien positionnée, grâce à une présence ancienne de son industrie d'armement. Il s'agit surtout de re-

lancer les échanges dans des pays où elle a cumulé les échecs économiques. Du côté africain, l'aspect idéologique n'a pas non plus un grand rôle. Leur vision est pragmatique, et les propositions russes peuvent faire monter les enchères avec les autres partenaires.

Partout où c'est possible, les Russes tentent de déposer des petits cailloux, en attendant de voir ce que cela donne. Pareil en Afrique de l'Ouest, où Moscou part de très loin. La plupart du temps, il n'y a pas de construction de long terme. C'est une différence fondamentale avec la méthode chinoise.

#### **Le véritable rival de la Russie n'est-il pas justement la Chine ?**

Les Chinois sont loin devant. Leurs échanges avec l'Afrique représentent 200 milliards de dollars. La Russie a beaucoup étudié l'action chinoise depuis la fin des années 1980. On le voit dans la production académique, où de nombreux articles décrivent les méthodes chinoises d'approche des marchés africains. Moscou a aussi créé une plateforme d'investissement calquée sur celle de Pékin, mais avec une différence, sur le thème : « Nous faisons travailler les Africains, contrairement aux Chinois, qui envoient leur main-d'œuvre. » Mais les échelles et les moyens mis en œuvre ne sont pas comparables. Les Chinois ont des liquidités, des possibilités de lever de la dette – pas les Russes.

#### **Quels sont les acteurs de la pénétration russe ?**

Le complexe militaro-industriel et la diplo-

matie. Les services secrets sont toujours présents, en soutien ou pour des missions spécifiques, à commencer par le GRU, le renseignement militaire. Le FSB [*sécurité intérieure*], lui, est là pour assurer les intérêts privés des élites russes. Sont aussi présents des acteurs para-étatiques : les sociétés de sécurité privées, qui assurent la sécurité et le transfert des flux financiers. On y trouve un homme comme Evguéni Prigojine [*homme d'affaires qui détient le quasi-monopole dans les marchés d'approvisionnements de l'armée et réputé être derrière la société de sécurité Wagner*]. Son influence en Afrique n'est pas exagérée, notamment en Centrafrique et au Soudan, sans qu'on puisse évaluer s'il agit de sa propre initiative ou sur ordre. Il est très lié au ministère de la défense, mais on ne sait pas exactement ce qu'il fait. C'est sur lui qu'enquêtaient les trois journalistes russes tués en Centrafrique fin juillet.

#### **Qu'en est-il des médias russes et, plus généralement, du « soft power » ?**

C'est un axe fondamental. Les Russes ont énormément investi pour que la chaîne Russia Today soit diffusée en Afrique, dans ses versions anglophone et francophone. Les médias en anglais Itar Tass, Interfax ou Sputnik Afrique sont aussi bien implantés. Quant à Prigojine, il contrôle les trolls de l'Internet. Tout cela crée des outils importants pour investir l'infosphère et soutenir le discours russe. Sur Sputnik Afrique, la France est une cible privilégiée. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
CYRIL BENSIMON ET BENOÎT VITKINE**